

# Politiques commerciales pour améliorer la sécurité alimentaire

Par: N'Guessan Dieu-Donné  
Melagne et Beke Tite Ehuitché

FSP Meilleures Pratiques 06  
DECEMBRE 2021

Une meilleure pratique est une méthode ou une technique qui a été généralement acceptée comme supérieure à toute autre alternative parce qu'elle produit des résultats supérieurs à ceux obtenus par d'autres moyens ou parce qu'elle est devenue une façon standard de faire les choses. Ce document fait partie d'une série de rapports du Portail de la sécurité alimentaire sur les meilleures pratiques pour les sujets émergents en matière de politique agricole et de sécurité alimentaire.

## Introduction

L'Afrique au sud du Sahara (ASS) reste très dépendante du commerce agricole et alimentaire pour le bien-être de sa population (Bouët et al, 2021). En particulier, l'intégration commerciale régionale est cruciale pour la sécurité alimentaire de la région, où le commerce agricole joue un rôle essentiel dans la régulation de l'offre et des prix des produits alimentaires et contribue à la sécurité alimentaire des ménages. La sécurité alimentaire et nutritionnelle figure parmi les priorités établies par les principaux accords d'intégration régionale de l'ASS, notamment la CEDEAO/ECOWAP ; la CEEAC/ECCAS ; le COMESA et la ZLECA (CEDEAO, 2015 ; Matthews, 2003 ; AEC, 2018). Cependant, malgré les accords de libre-échange existants pour les produits agroalimentaires au sein des zones régionales, de nombreuses barrières commerciales subsistent : faiblesse des infrastructures de transport et de communication, obstacles techniques au commerce, contrôles abusifs et paiements illicites depuis les corridors, coûts et délais des procédures douanières, coûts d'information et d'échange, et coûts liés à la distribution locale et à la politique de prix des produits agroalimentaires. Ces obstacles se conjuguent également avec les faiblesses structurelles et institutionnelles actuelles de la région. Pour s'attaquer à ces obstacles et améliorer la sécurité alimentaire, des actions et des politiques appropriées sont nécessaires (Tinta et al., 2018 ; N'guessan et Béké, 2020).

La présente proposition expose des recommandations spécifiques concernant les meilleures pratiques en matière de facilitation des échanges et de politiques connexes pour améliorer la sécurité alimentaire dans les pays d'ASS, sur la base de recherches récentes pertinentes.

## Recommandations

### 1. Mise en place d'un cadre institutionnel propice au commerce et à la croissance inclusive, notamment en assurant la sécurité alimentaire

#### *1.1 Institutions politiques inclusives réussies : Stabilité politique, équilibre des pouvoirs, leadership et responsabilité*

L'inclusion dans la structure des institutions politiques - reflétée par des contrôles et des équilibres, la responsabilité et la promotion d'un leadership compétitif et approprié - favorise la stabilité politique et les institutions économiques inclusives. Ces facteurs sont donc impératifs pour une croissance et un développement inclusifs, y compris la sécurité alimentaire. Le Botswana et Maurice offrent les meilleurs exemples d'institutions politiques inclusives en Afrique subsaharienne, avec des démocraties ouvertes, pluralistes et responsables et un système judiciaire indépendant qui, ensemble, sont capables d'établir des contrepoids, de maintenir l'ordre public, de garantir les droits de propriété et d'assurer des succès économiques durables (Acemoglu et Johnson, 2012 ; Subramanian, 2009). En outre, aucun des deux pays n'a jamais connu de guerre civile ou d'intervention militaire, car le leadership est considéré, tant sur le plan culturel que procédural, comme une question de talent et de réussite (Rapport pays BTI 2020 - Botswana, Maurice).

#### *1.2 Contrôle de la corruption*

La corruption nuit à la conception et à la mise en œuvre de toute politique publique, notamment en matière de sécurité alimentaire. Pour prévenir et poursuivre les abus de pouvoir, l'île Maurice a mis en place un cadre institutionnel composé d'une commission indépendante contre la corruption (ICAC) qui enquête sur la corruption et le blanchiment d'argent et saisit les produits des crimes qui y sont associés. Deux lois ultérieures encadrent ce travail : "(i) le projet de loi sur le recouvrement des avoirs, qui transfère l'autorité d'exécution dans les cas de recouvrement d'avoirs du directeur des poursuites publiques à la Financial Intelligence Unit, et (ii) le projet de loi sur la bonne gouvernance et les rapports d'intégrité, qui vise à révéler les mauvaises pratiques et à récupérer les richesses inexplicables" (Rapport pays BTI 2020 - Maurice).

#### *1.3 Respect des droits de propriétés*

Les institutions économiques inclusives, telles que le respect des droits de propriété, sont nécessaires à toute nation pour connaître une prospérité et un bien-être durables. L'île Maurice est le premier pays d'Afrique subsaharienne en termes de droits de propriété, selon le rapport sur la compétitivité mondiale de la réforme économique mondiale. Le processus de sécurisation et d'enregistrement des biens dans le pays nécessite moins de procédures et un temps relativement court (17 jours) et est moins coûteux (Rapport Doing Business, 2020). En outre, l'île Maurice dispose d'une division commerciale de son système judiciaire dédiée à la résolution des litiges commerciaux et à la bonne exécution des contrats (Rapport pays BTI 2020 - Maurice).

#### *1.4 Transparence et responsabilité*

La préparation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques requièrent un processus d'élaboration des politiques transparent et fondé sur des règles, ainsi que des contrôles et des équilibres structurels. En Afrique subsaharienne, le paysage médiatique, qui est un vecteur commun de transparence et de responsabilité, est généralement dominé par les médias publics,

qui peuvent difficilement échapper à un contrôle gouvernemental ferme. Cependant, dans certains cas, les médias publics ont joué un rôle important dans le renforcement de la transparence et de la responsabilité. Par exemple, au Cabo Verde, en juillet 2020, le principal groupe médiatique public (Radio Televisão Cabo-verdiana RTC) a gagné en autonomie et en indépendance grâce à un nouveau statut permettant à un conseil d'administration indépendant de nommer l'exécutif à la place du gouvernement (RSF, 2021a). En Namibie, où la liberté de la presse est la mieux classée d'Afrique depuis 2019 (selon Reporters sans frontières), le système judiciaire autonome du pays défend souvent la presse contre les attaques d'autres milieux au sein de l'État ou d'intérêts particuliers (RSF, 2021b). En outre, la présence de médias privés et la concurrence au sein du secteur des médias sont très importantes pour dénoncer les actes répréhensibles et la corruption de tout fonctionnaire ; les médias privés du Botswana en fournissent un exemple fort (Rapport pays BTI 2020 - Botswana).

### *3.2. Construire une unité proactive et de haute qualité sur la sécurité alimentaire au sein du gouvernement*

En période de crise alimentaire, les pays ont besoin de structures institutionnelles formelles ayant un mandat de sécurité alimentaire, telles que des unités de sécurité alimentaire ou des unités de politique alimentaire au sein du gouvernement, afin d'accélérer le processus politique. Ces unités sont efficaces en raison de leurs liens avec les décideurs politiques à différents niveaux du gouvernement. Par exemple, le Comité national de la sécurité alimentaire du Kenya, au sein du Bureau du Président et du Ministère du développement économique, a le pouvoir de convoquer des dialogues sur les politiques et de collecter et diffuser des informations pour l'élaboration des politiques. En outre, le comité interministériel sur la sécheresse et la sécurité alimentaire se réunit régulièrement pour discuter de la sécurité alimentaire dans le pays. "La qualité de leurs ressources humaines et l'efficacité organisationnelle pour contribuer à la production d'informations et au suivi et à l'évaluation, ainsi que leurs liens avec les responsables politiques, permettent de hâter le débat et la prise de décision dans le processus politique" (Babu, 2015).

### *3.3. Identification des perdants de l'importation alimentaire et mise en place de politiques compensatoires*

Dans le cadre du libre-échange, le défi consiste à concevoir des politiques d'accompagnement qui permettent aux acteurs de récolter des gains globaux tout en atténuant les pertes spécifiques. Smith et Glauber (2020, p161) soulignent l'avantage des transferts monétaires simples dans les économies à faible revenu par rapport aux programmes de sécurité sociale plus complexes, avec leurs impacts potentiels de distorsion sur les marchés. Cependant, dans les économies d'ASS, qui sont souvent confrontées à de sévères contraintes budgétaires, la collecte de taxes non distorsives auprès des bénéficiaires de prix alimentaires élevés pour financer les transferts en espèces est très coûteuse, tant sur le plan politique que logistique. Dans ce contexte, pour les pays qui sont généralement des importateurs nets de denrées alimentaires de base, Smith et Glauber (2020, p161) constatent que la seule politique de second choix viable consiste à réduire les droits de douane sur les importations alimentaires et à subventionner les prix pour des consommateurs ciblés, tels que les pauvres des villes. Par exemple, l'Afrique du Sud, qui est un exportateur net de certaines céréales, étend son programme d'aide sociale existant pour compenser les effets négatifs de la flambée des prix pendant la volatilité mondiale des prix alimentaires observée en 2007-2012 (Kirsten, 2015).

## 4. Faciliter et intensifier le commerce agricole et alimentaire au sein des communautés économiques régionales

L'amélioration et l'approfondissement de l'intégration dans les communautés économiques régionales de l'ASS par l'intensification du commerce intrarégional constituent un tremplin essentiel vers un marché commun africain florissant. En utilisant un modèle de gravité structurel avec le pseudo-maximum de vraisemblance de Poisson pour la période 1970-2010 dans 148 pays, Admassu (2019) a constaté que les blocs commerciaux africains ont augmenté les exportations de leurs membres dans une fourchette de 14 pour cent (dans la CEDEAO) à 89 pour cent (dans la CEEAC). Ainsi, plutôt que d'importer 95 pour cent de ses besoins alimentaires, Admassu suggère que l'Afrique peut considérer l'intégration commerciale régionale comme un remède à l'insécurité alimentaire. Toutefois, une telle intégration nécessitera une réduction significative de divers coûts : transport, logistique, information et communication, corruption, douanes et autres coûts réglementaires liés au commerce.

### 4.1 Accès aux infrastructures de transport et de communication

Les denrées alimentaires de base sont particulièrement vulnérables à toute inefficacité du secteur des transports en raison de leur faible rapport valeur-poids. Par conséquent, certaines améliorations sont nécessaires dans ce secteur. Parmi les différents corridors routiers d'Afrique subsaharienne, la route de Maputo, qui s'étend sur 700 kilomètres entre son port et Johannesburg ou Mbabane (Eswatini), est dans le meilleur état grâce à la gestion du concessionnaire TRAC dans le cadre d'un contrat de construction-exploitation-transfert qui permet de collecter des péages pour financer la modernisation et l'entretien de la route. Le tronçon routier reliant Mbabane au port de Maputo est également en bon état, bien qu'il ne soit pas entretenu par un concessionnaire privé (Union Africaine, 2016).

### 4.2 Réduction des postes de contrôle et des paiements illicites aux frontières

Le contrôle de la corruption aux multiples points de contrôle est également important pour la réduction des coûts de transport, notamment en Afrique de l'Ouest (Keyser, 2015). Par exemple, le réseau de transport du Corridor Nord relie le Burundi, la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda, l'Ouganda et le Soudan du Sud au port maritime de Mombasa (Kenya). Pour gérer ce corridor et mieux contrôler tous les arrêts légaux et illégaux, l'Autorité de coordination du transport et du transit du corridor nord (NCTTCA), avec le soutien des États membres, fournit une analyse approfondie des volumes, des temps de transit via les différents nœuds du corridor et de tous les arrêts grâce à son Observatoire du transport (Union Africaine, 2016).

### 4.3 Amélioration des services de transports et de logistiques

Une logistique disponible et efficace est importante pour le mouvement physique des marchandises, notamment des produits alimentaires, à travers et à l'intérieur des frontières. L'indice de performance logistique (IPL) de la Banque mondiale analyse la performance de la logistique commerciale des pays selon six indicateurs : l'efficacité du dédouanement et de la gestion des frontières ; la qualité des infrastructures liées au commerce et au transport ; la facilité d'organiser des expéditions internationales à des prix compétitifs ; la compétence et la qualité des services logistiques ; la capacité de suivre et de tracer les envois ; et la fréquence à laquelle les envois parviennent aux destinataires dans les délais prévus ou attendus.

Dans le contexte du commerce intra-communautaire de la CEDEAO de 2008 à 2018, Béké (2021) utilise un modèle de gravité pour indiquer que l'amélioration de cet IPV agrégé de 1 point dans le pays importateur (respectivement, exportateur) induirait une augmentation significative de 0,4% (respectivement, 0,13%) des importations agricoles. Ce résultat est pertinent au regard de la nature des produits échangés. En effet, les produits agroalimentaires, notamment les produits non transformés, nécessitent un conditionnement et une logistique de transport adéquats, tant dans les pays d'origine que de destination, afin de préserver la qualité de ces produits périssables.

#### *4.4 Réduction des barrières techniques non tarifaires et harmonisation des procédures douanières*

La réduction des barrières non tarifaires et la synchronisation des procédures douanières ont toutes deux le potentiel de stimuler le commerce des marchandises entre les pays africains. En utilisant un panel de 45 pays africains sur la période 2006-2015 dans un modèle économétrique, Bonuedi et al. (2020) démontrent que la réduction des exigences documentaires bureaucratiques aux frontières, tant en termes de coûts temporels que de coûts commerciaux réels, réduit considérablement la prévalence de la sous-alimentation en Afrique. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour harmoniser les procédures douanières ; seule la SADC dispose d'un document administratif unique pour les déclarations douanières dans ses 16 États membres (Union Africaine, 2016).

#### *4.5 Réduction des coûts d'information et de communication*

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent avoir des effets très positifs sur la disponibilité, l'accès et le commerce des denrées alimentaires en donnant accès à des informations actualisées concernant la production et les marchés agroalimentaires et en permettant de communiquer des techniques agricoles améliorées. Le programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (WAAPP), financé par la Banque mondiale et créé par la CEDEAO, vise à accroître la productivité et la durabilité de l'agriculture dans 13 pays d'Afrique de l'Ouest afin de contribuer à la construction d'un avenir sûr sur le plan alimentaire. Le programme comprend un programme spécial d'e-agriculture avec WAAPP Ghana qui tire parti de l'utilisation répandue des téléphones portables dans ce pays. Tous les acteurs de la chaîne de valeur obtiennent des conseils en temps réel dans six dialectes concernant les meilleures pratiques agricoles, la production et les prix du marché en appelant simplement un numéro gratuit ou en accédant à une plateforme en ligne (FAO, 2017). L'extension de tels programmes à tous les pays de la CEDEAO peut contribuer à faciliter et à améliorer le commerce alimentaire intra-régional.

## 5. Améliorer la distribution et les politiques de prix des produits agro-alimentaires

### *5.1 Développement de la chaîne de production/marketing agro-alimentaire*

Les produits agroalimentaires passent par tous les acteurs de la chaîne de valeur avec des coûts et des marges bénéficiaires connexes avant d'atteindre les consommateurs par le biais des marchés traditionnels ou modernes. Baltzer (2015) a identifié que les chaînes d'approvisionnement alimentaire nationales non compétitives et fortement concentrées au sein de l'ASS ajoutent aux coûts transactionnels (tels que l'accessibilité et les coûts de transport) qui influencent la transmission des prix. Il existe peu d'exemples de réussite dans la région de petits agriculteurs participant à des chaînes de production et de commercialisation de produits agricoles de grande valeur. L'une de ces réussites dans la région de l'Afrique de l'Est et du Sud (ASE) est la collaboration de l'ONG Africare et de l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) au nom d'un groupe d'agriculteurs de 40 personnes (Temu et Temu, 2006). Les agriculteurs de ce groupe ont reçu une formation sur les techniques de production, l'analyse et l'identification des marchés, et l'élaboration d'un plan d'affaires pour la production commerciale de pommes de terre. Fort de ces compétences, le groupe a identifié et entretenu une relation commerciale avec les marchés de gros de la capitale. Ce renforcement des capacités a permis d'améliorer la gestion et l'organisation institutionnelle des agriculteurs, qui ont formé plusieurs comités pour gérer la production, la gestion et la commercialisation de leur entreprise de pommes de terre. Les agriculteurs ont également établi un calendrier de plantation échelonné afin de garantir un approvisionnement constant des consommateurs en pommes de terre tout en améliorant leur propre bien-être.

Un autre exemple de réussite provient du projet ADVANCE (Agricultural Development and Value Chain Enhancement) II au Ghana, financé par USAID et mis en œuvre par ACDI/VOCA. Ce projet vise à accroître la productivité, l'adoption de technologies et les liens avec le marché pour les petits exploitants de maïs, de riz et de soja (Grewer et al., 2016 ; ACDI/VOCA, 2021). Le projet apporte un soutien à l'agriculture commerciale émergente et augmente la disponibilité et l'accès des consommateurs aux trois céréales tout en augmentant les revenus des agriculteurs.

### *5.2 Stabilisation et réduction des prix des produits agro-alimentaires*

Les politiques de prix peuvent désigner des mesures aux frontières (interdictions d'exportation et ajustements tarifaires) ou des mesures sur le marché intérieur (contrôle des prix, ajustements de la TVA, subventions non ciblées, gestion de l'offre, etc.) pour la réduction et la stabilisation des prix alimentaires (Bryan, 2015). Des politiques de prix appropriées sont importantes pour l'Afrique subsaharienne lors des pics de prix mondiaux, car les pays africains sont pour la plupart des importateurs nets de produits agroalimentaires hautement commercialisés (céréales, produits laitiers, etc.), ainsi que, de manière générale, en raison de problèmes de fluctuations de production liées aux conditions météorologiques et de mauvaise gouvernance (Baltzer, 2015 ; Pinstrup-Andersen, 2015). Certaines politiques appropriées pour les importateurs nets consistent à réduire les tarifs d'importation et à subventionner les prix pour des consommateurs ciblés vulnérables à l'insécurité alimentaire (Smith et Glauber, 2020). En plus de ces politiques à court terme, les politiques à plus long terme devraient viser à augmenter la production avec des approches intelligentes du point de vue climatique et à établir des cadres institutionnels inclusifs.

## 6. Augmenter la production de céréales

Au cours de la pandémie de COVID-19, ainsi que de la crise alimentaire mondiale de 2007-2009, les restrictions quantitatives des pays développés et des exportateurs asiatiques de céréales ont généré des flambées des prix mondiaux qui ont réduit la disponibilité et l'accès aux principales céréales commercialisées telles que le riz, le maïs et le blé (Martin et Glauber, 2020). L'ASS a constaté une dépendance accrue aux importations pour ces céréales clés (Bouët et al., 2021 ; Smith et Glauber, 2020 ; Onyutha, 2018). Il est donc nécessaire de stimuler la production locale pour répondre aux besoins de consommation de l'Afrique subsaharienne. L'initiative Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine (TAAT), dirigée par la Banque africaine de développement (BAD), vise à répondre à ce besoin. Cette initiative aide à mettre les technologies à l'échelle pour des millions d'agriculteurs à travers l'Afrique en travaillant avec des centres de recherche agricole internationaux et nationaux et des entreprises du secteur privé. En 2018, le TAAT (en collaboration avec 30 entreprises du secteur privé) a livré des variétés de maïs intelligentes sur le plan climatique à 2,6 millions d'agriculteurs, qui les ont plantées sur plus d'un million d'hectares.

Un autre exemple fort d'augmentation de la production céréalière vient de l'Afrique du Sud, qui a longtemps été un exportateur net de céréales. Ce pays a constamment des rendements élevés fournis par des intrants modernes, des méthodes d'irrigation et la mécanisation (Gillson et Busch, 2015, p110).



## References

- ACDI/VOCA (2021). "A decade of advancing crop value chains with Feed the Future in Ghana." <https://www.acdivoca.org/2021/03/a-decade-of-advancing-crop-value-chains-with-feed-the-future-in-ghana/>.
- Acemoglu, D. and Robinson, J. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. London: Profile Books LTD.
- Admassu, S. (2019). "An empirical analysis of the trade-creation effect of African regional economic communities", *Empirical Economics*, 56(3):843-863.
- AEC (2018). *Regional and continental integration for Africa's development. Report*, AfDB.
- Alinda, F. and Abbott, P. (2012). "Agricultural policy and institutional framework for transformation of agriculture, economic development and poverty reduction in Rwanda", *Institute of Policy Analysis and Research of Rwanda*, April 2012.
- Babu, S. C. (2015). "Policy processes and food price crises : A framework for analysis and lessons from country studies." In *Food Price Policy in an Era of Market Instability: A Political Economy Analysis*, Chapter 4. Edited by Per Pinstrup-Andersen. London: Oxford University Press.
- Baltzer, Kenneth (2015). "International to domestic price transmission in fourteen developing countries during the 2007–8 food crisis." In *Food Price Policy in an Era of Market Instability: A Political Economy Analysis*, Chapter 2. Edited by Per Pinstrup-Andersen. London: Oxford University Press.
- Béké, T. (2021). "Effets de coûts de commerce sur les échanges agricoles dans l'espace CEDEAO", *Economie Rurale* (forthcoming).
- BTI 2020 Country Report — Botswana. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung.
- BTI 2020 Country Report — Mauritius. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung.
- BTI 2020 Country Report — Namibia. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung.
- Bonuedi, Isaac, Kamasu K., and Opoku, Eric Evans Osei (2020). "Enabling trade across borders and food security in Africa", *Food Security*, 12: 1121-1140.
- Bouët, Antoine, Tadesse, Getaw, and Zaki, Chahir, eds. (2021). *Africa Agriculture Trade Monitor 2021*. Kigali and Washington, DC: AKADEMIYA2063 and International Food Policy Research Institute.
- Bryan, Shane (2015). "A Cacophony of Policy Responses: Evidence from Fourteen Countries during the 2007–8 Food Price Crisis." In *Food Price Policy in an Era of Market Instability: A Political Economy Analysis*, Chapter 3. Edited by Per Pinstrup-Andersen. London: Oxford University Press.
- CEDEAO (2015). *Agriculture and Food in West Africa: Trends, Performances and Agricultural Policies*. Abuja, Nigeria: ECOWAS.



- Collier, P. (2007). "Africa's economic growth: opportunities and constraints", *African Development Review*, 19(1), 6-25.
- Dithmer, Jan, and Abdulai, Awudu (2017). "Does trade openness contribute to food security? A dynamic panel analysis", *Food Policy*, 69: 218-230.
- FAO (2017). Ghana e-agriculture programme, Ministry of Food and Agriculture, Republic of Ghana. <http://www.fao.org/e-agriculture/news/ghana-e-agriculture-programme-ministry-food-and-agriculture-republic-ghana> accessed in september 2021.
- Grewer, U., Bockel, L., Nash, J., and Galford, G. (2016). "Agricultural Development and Value Chain Enhancement Activity II (ADVANCE II) in Ghana: Climate change mitigation co-benefits from sustainable intensification of maize, soybean and rice". CCAFS Info Note. Copenhagen, Denmark: International Center for Tropical Agriculture (CIAT) and the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). <https://hdl.handle.net/10568/77623>
- Gillson, Ian and Busch, Christina (2015). "Trade policy responses to high and volatile food prices." In *Trade Policy and Food Security: Improving Access to Food in Developing Countries in the Wake of High World Food Prices*, Chapter 4. Edited by Ian Gillson and Amir Fouad. Washington, D.C.: Directions in Development, Trade, World Bank Group.
- Keyser, J. C. (2015). "Regional trade of food staples and crop inputs in Africa." In *Trade Policy and Food Security: Improving Access to Food in Developing Countries in the Wake of High World Food Prices*, Chapter 7. Edited by Ian Gillson and Amir Fouad. Washington, D.C.: Directions in Development, Trade, World Bank Group.
- Kirsten, J. F. (2015). "The political economy of food price policy in South Africa." In *Food Price Policy in an Era of Market Instability: A Political Economy Analysis*, Chapter 19. Edited by Per Pinstrup-Andersen. London: Oxford University Press.
- Martin, Will J. and Glauber, Joseph W. (2020). "Trade policy and food security." In *COVID-19 and Trade Policy: Why Turning Inward Won't Work*. Edited by Richard E. Baldwin and Simon J. Evenett. London: CEPR Press.
- Matthews, Alan (2003). "Regional integration and food security in developing countries." TCAS Working Document No. 50. Rome: Agricultural Policy Support Service-Policy Assistance Division, FAO.
- Ministry of Trade and Industry of Rwanda (2010). *Rwanda trade policy: Republic of Rwanda, Kigali, September 2010*.
- N'guessan, D., and Béké, Tite (2020). "Echanges Agricoles Intra-Régionaux et Sécurité Alimentaire dans l'espace CEDEAO". Revised Final Report, AERC's Collaborative Project, Rethinking Regional Integration in Africa for Inclusive and Sustainable Development, financed by African Development Bank AfDB.
- Per Pinstrup-Andersen (2015). "The political economy of food price policy: An Overview." In *Food Price Policy in an Era of Market Instability: A Political Economy Analysis*, Chapter 1. Edited by Per Pinstrup-Andersen. London: Oxford University Press.
- RSF (2021a). "Cabo Verde: The vice tightens on state-owned media." *Reporters Without Borders*. <https://rsf.org/en/cabo-verde>.

- RSF (2021b). "Namibia: Real freedom but frequent threat." *Reporters Without Borders*. <https://rsf.org/en/namibia>.
- Smith, V.H. and Glauber, J.W. (2020). "Trade, policy, and food security", *Agricultural Economics*, 51(1):159-171.
- Subramanian, A. (2009). "The Mauritian Success Story and its Lessons." *WIDER Research Paper 2009/36*. Helsinki: UNU-WIDER.
- Temu, A. and A. Temu, (2006). "High value agricultural products for smallholder markets in sub-sahara Africa: trends, opportunities and research priorities." Cali, Colombia: International Center for Tropical Agriculture.
- Tinta, A. A., Sarpong B. D., Ouedraogo, I. M., Al Hassan R., Mensah-Bonsu A., and Onumah E. E. (2018). "Assessing the impact of regional integration and international trade on economic growth and food security in ECOWAS", *Global Journal of Management and Business Research: B Economics and Commerce*, 18(2), version 1:32-44.
- UNCTAD (2010). "Rwanda's development-driven trade policy framework." New York and Geneva: United Nations.
- Union Africaine (2016). *Rapport sur l'évaluation et le classement des corridors en vue de la sélection d'au moins un corridor intelligent pilote. Projet financé par le Fonds Européen de Développement de l'Union Européenne pour le groupe des Etats ACP, exécuté par NTU/LB consortium, Addis-Abeba.*
- Watson II, D. D. (2015). "A political economy synthesis: The food policy crisis." In *Food Price Policy in an Era of Market Instability: A Political Economy Analysis*, Chapter 5. Edited by Per Pinstrup-Andersen. London: Oxford University Press.
- Wiggins, S., J. Compton, S. Keats, and M. Davies (2010). "Country responses to the food price crisis 2007/08." London: UKAID.

N'Guessan Dieu-Donné Melagne, [dieu.nguessan@gmail.com](mailto:dieu.nguessan@gmail.com)  
Université FHB d'Abidjan-Côte d'Ivoire, Département Economie et Management

Beke Tite Ehuitché, [beketite@yahoo.fr](mailto:beketite@yahoo.fr)  
Université FHB d'Abidjan-Côte d'Ivoire, Département Economie et Management/  
Centre Ivoirien pour la Recherche Economique et Sociales (CIRES)



INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE  
A world free of hunger and malnutrition

1201 Eye Street, NW, Washington, DC 20005 USA  
T. +1-202-862-5600 | F. +1-202-862-5606 | [ifpri@cgiar.org](mailto:ifpri@cgiar.org) | [www.ifpri.org](http://www.ifpri.org)

Copyright © 2021 International Food Policy Research Institute. All rights reserved.